

On dit, monsieur l'Orateur, que la situation redeviendra normale d'ici six mois au Moyen-Orient. Ce n'est pas vrai. Le problème est beaucoup plus profond et beaucoup plus vaste. On oublie les plans de la Russie soviétique. Où la Russie pourra-t-elle frapper plus profitablement qu'au Moyen-Orient? Elle est en mesure de jouer double jeu. Elle pourrait ainsi s'assurer la maîtrise d'une ressource capitale et augmenter sa popularité, raffermir ses positions et élargir son influence dans le monde arabe.

Nous savons maintenant que les fournitures qu'elle a envoyées à l'Égypte dépassaient de beaucoup ce dont celle-ci avait besoin, et, bien qu'elles aient été expédiées à l'Égypte, elles devaient en réalité servir les fins détournées de la Russie. Nous sommes en présence d'une forme nouvelle de trahison et le pays qui en est responsable vote de la même façon que le Canada aux Nations Unies et est l'un de ceux qu'on appelle les pays pacificateurs.

Nous n'établirons certes pas de distinction entre les troupes russes qui font partie de l'armée soviétique et les troupes de volontaires. Ces manœuvres habiles permettent à la Russie de procéder par étapes afin de ridiculiser les Nations Unies. Comment peut-on trouver en Russie des volontaires ou des gens qui font autre chose que ce qui leur est ordonné par les dictateurs russes?

Où en sont les choses actuellement? Le premier ministre nous a dit que nos troupes se rendent au Moyen-Orient pour y faire observer un armistice entre Israël et les pays arabes, de même qu'entre les Russes d'une part et les Français et les Anglais d'autre part. Cela soulève d'intéressantes questions. Si la Grande-Bretagne et la France refusent de retirer leurs troupes, quelle sera l'attitude de notre gouvernement et que feront nos soldats? Pour le moment, nous ne savons pas comment fonctionnera cette force de police. Nous ne savons même pas où elle va ni combien de temps elle restera là-bas. On ne devrait pas demander à la Grande-Bretagne, à la France et à Israël de retirer leurs troupes sans leur garantir que la question de Suez sera réglée et que l'Égypte en viendra à un arrangement politique permanent avec Israël. On ne devrait pas leur demander de se retirer du Proche-Orient sans y établir une force de police efficace, conformément à l'entente touchant le cessez-le-feu.

Le gouvernement Nasser a réussi dans une large mesure à transformer une défaite militaire en une victoire politique, par suite des critiques injustes et des compromis inutiles des Nations Unies et, qu'on me permette de le dire, des hommes d'État du Canada et des États-Unis.

M. Ferguson: Qui a parlé d'hommes d'État?

L'hon. M. Rowe: Ils ont encouragé nos ennemis et embarrassé nos amis. Le président Nasser insiste maintenant sur ce qui serait en réalité un retour à la situation politique d'avant l'invasion. Le président Nasser considère la force de police des Nations Unies uniquement comme un instrument pour chasser les envahisseurs. On n'a certes jamais rien envisagé de tel.

Les députés et le pays ont droit de savoir s'il s'agit de faire la police pendant l'évacuation des troupes anglaises et françaises et ensuite de s'en aller quand l'exigera le président Nasser. Si les Nations Unies se rendent à une telle demande, nos troupes ne devraient pas quitter le Canada, car l'application d'un tel programme ferait plus de mal que de bien.

La Russie entend, c'est d'ailleurs ce qu'elle a toujours voulu, tirer parti de cette crise et se tailler une place au Moyen-Orient. Contrairement à ce qui s'est fait dans le cas de la Corée, l'action qu'ont récemment décidée les Nations Unies n'est pas la suite d'une décision du Conseil de sécurité, où s'exerce le veto, mais d'un vœu de l'Assemblée générale appuyé par une trentaine de pays, dont les États-Unis. Les Nations Unies recouraient par là à leur dernière réserve de puissance et il est suprêmement important qu'elles réussissent, si elles doivent jouer un rôle efficace à l'avenir.

Comment savoir si les Nations Unies auront réussi ou manqué leur coup? Le but immédiat est évidemment d'empêcher d'autres recours aux armes; mais, en soi, cela ne sert à rien. A quoi sert d'obtenir que la Grande-Bretagne et la France consentent à une trêve ou au retrait de leurs troupes, s'il n'y a ni certitude ni garantie qu'on en viendra à un règlement de la situation au Moyen-Orient? A quoi servirait le retrait des troupes d'Israël, si la Russie est libre de faire jouer n'importe quand sa puissance en faveur de l'Égypte et des pays arabes qui, d'un commun accord, affirment qu'ils extermineront l'État d'Israël et mettront fin à toute influence anglo-française dans la région du canal de Suez et de la Méditerranée?

Si nos troupes canadiennes doivent faire partie des forces de police des Nations Unies, il nous appartient de nous assurer que la tâche qui peut leur être assignée tende vers un sain objectif. N'allons pas leur demander simplement de frayer la voie au colonel Nasser et à ses camarades russes afin de permettre à ceux-ci de poursuivre diaboliquement et habilement les fins qu'ils ont soulignées avec tant d'audace.

Au cours de la dernière session du Parlement, l'opposition a demandé à plusieurs re-